



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Guerre au Proche-Orient

Question au Gouvernement n° 40

Texte de la question

GUERRE AU PROCHE-ORIENT

Mme la présidente . La parole est à Mme Elsa Faucillon.

Mme Elsa Faucillon . Au moment même où je prends la parole, le génocide se poursuit implacablement à Gaza. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, LFI-NFP et EcoS.*) La famine y fait rage et la Cisjordanie, elle aussi, est en proie aux flammes et au sang. Le tourbillon de souffrances imposé à la Palestine s'étend désormais jusqu'au Liban. Israël bombarde Beyrouth...

M. Julien Odoul . Ce sont des victimes du Hamas !

Mme Elsa Faucillonet rase des villages entiers dans le Sud-Liban. Combien de temps assisterons-nous à cette indicible horreur – des corps brûlés, ensevelis, meurtris, des hommes et des femmes tentant d'échapper aux bombardements, des enfants au milieu des ruines, des hommes et des femmes qui réclament la libération de leurs proches retenus en otage, des prisonniers politiques torturés ?

De Deir Yassin à Deir El-Balah, de la guerre au Liban de 1982 à celle de 2024, des bombardements sur Gaza en 2008, en 2009, puis en 2014 et en 2023, la guerre nourrit la guerre, semant toujours plus de haine, éloignant toujours davantage la paix et la justice. Nous récusons l'idée que la justice ne viendra jamais, que les Palestiniens n'auraient pas droit à l'humanité. L'humanité pour tous, voilà pour quoi nous nous battons ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, LFI-NFP et EcoS ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.*) Les Palestiniens et les Libanais ne peuvent disparaître derrière des figures de style creuses, des mots vides d'action, des remontrances amicales ou des menaces réputationnelles.

Les attaques contre les casques bleus ne constituent pas seulement un crime de guerre parmi tant d'autres dans ce conflit. Les casques bleus sont les derniers témoins des exactions commises ; ils incarnent le droit international – un droit qu'Israël bafoue impunément. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, LFI-NFP et EcoS.*) En s'en prenant aux casques bleus, Israël et son gouvernement d'extrême droite envoient un message clair : ils iront jusqu'au bout, exterminant tout obstacle – et le droit international n'en est qu'un parmi d'autres – à leur projet d'extension et à leurs velléités suprémacistes. Il est temps d'imposer des sanctions. Allez-vous vraiment les prendre, ou allez-vous encore laisser faire ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et LFI-NFP, dont les députés se lèvent. – Applaudissements sur les bancs des groupes SOC et EcoS dont plusieurs députés se lèvent.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . La France n'oublie pas que, si cette

région se trouve au bord de l'embrasement et traverse une tragédie, le Hamas, qui a perpétré le 7 octobre de l'année dernière le pire massacre antisémite depuis la Shoah, porte une très lourde responsabilité.

M. Sylvain Maillard et M. Philippe Vigier . Eh oui !

M. Jean-Noël Barrot, ministre . Cela dit, la France ne détourne pas le regard et le bilan de cette tragédie, vous l'avez rappelé, s'alourdit d'heure en heure, à Gaza comme au Liban. À Gaza, on déplore quinze morts dans le bombardement d'une école avant-hier ; quatre morts et une quarantaine de blessés, dont des femmes et des enfants, dans le bombardement de l'hôpital des martyrs d'Al-Aqsa hier. Au Liban et en Israël, on déplore quatre soldats tués dans une attaque par drone déclenchée par le Hezbollah ; vingt-deux morts, dont des femmes et des enfants, dans le bombardement du village chrétien d'Aitou au nord du Liban (*Mme Farida Amrani s'exclame*) ; cinq casques bleus blessés dans des tirs de Tsahal au sud du Liban.

S'agissant de Gaza, comme je l'ai indiqué la semaine dernière en réponse à la question de M. Le Coq, la France a été le premier pays à convoquer une conférence humanitaire, un mois après le 7 octobre ; elle a été le premier pays occidental à soigner des Gazaouis ; elle a pris l'initiative de créer des régimes de sanctions à l'encontre des colons extrémistes et violents (*M. Thomas Portes s'exclame*) ; enfin, elle est l'un des seuls pays à soutenir directement l'Autorité palestinienne.

Vous évoquez la situation des casques bleus ; permettez-moi de me joindre à vos propos en dénonçant les attaques dont ils ont été victimes, qui constituent une violation manifeste du droit international. (« *Très bien !* » sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.)

Mme Farida Amrani . Alors, qu'allez-vous faire ?

M. Jean-Noël Barrot, ministre . C'est la raison pour laquelle le Président de la République, avec ses homologues italien et espagnol, a dès vendredi condamné ces attaques. Elles ont été également condamnées par les Vingt-Sept hier et par le Conseil de sécurité des Nations unies hier soir. Aujourd'hui, le Président de la République réitérera ces condamnations auprès du Premier ministre israélien.

M. Maxime Laisney . Il faut agir ! Agir !

Données clés

Auteur : [Mme Elsa Faucillon](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 40

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 octobre 2024